

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 10/01/2023 de l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) 67850 HERRLISHEIM, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : groupe électrogène - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021 article : R.181-46 - délai : à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVALSACE

ZI - 16 rue du Ried
(sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO)
67850 HERRLISHEIM

Références : 0006703935/20230110/AD/JLS
Code AIOT : 0006703935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) 67850 HERRLISHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a effectué un contrôle chez la société Suez. La thématique des rejets en eaux pluviales et la sécurité incendie ont été abordés. Ces eaux transitent par le bassin d'orage exploité par la société LavalSace qui est conviée à l'inspection. L'inspection note la présence d'un groupe électrogène en limite de propriété.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006703935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVALSACE exploite un centre de lavage interne de citernes routières autorisé par l'arrêté du préfectoral codificatif du 27 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bassin d'orage
- situation administrative – groupe électrogène
- mode opératoire de lavage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	groupe électrogène	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 7.4.2	/	Sans objet
3	lavage des isocontainers	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article Titre VIII	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate la présence de végétalisation sur les bords du bassin. Le bassin d'orage ne semble pas donc totalement étanche. Il convient que l'exploitant justifie que ce bassin présente l'étanchéité requise d'autant que ce bassin est partagé avec l'entreprise SUEZ (LAVALSACE en assure la gestion), le système d'extinction comporte de l'émulseur. Ce même constat a été fait auprès de la société SUEZ.

Un groupe électrogène a été mis en place par l'exploitant sans en informer le préfet, une attention est à porter quant aux nuisances sonores que celui-ci pourrait occasionner.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, rétention du volume des eaux d'extinction.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou d'un système équivalent permettant de recueillir les eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident. Le bassin de confinement présente un volume de 439 m ³ . Il est composé de la voirie [...], des canalisations de collecte et d'évacuation des eaux pluviales [...] et d'un bassin d'orage de 292 m ³ . Un système permet l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : Le bassin d'orage est en place, la vanne est en position normalement fermée, un volume d'eau est présent dans le fond du bassin. Sur site, l'inspection constate la présence de végétalisation sur les bords du bassin. Le bassin d'orage ne semble pas donc totalement étanche. Il se pose donc la question d'une potentielle pollution des sols autour du bassin d'orage si celui-ci est utilisé pour le recueil des eaux incendies, eaux réputées polluées. Un bassin non étanche ne peut donc pas être retenu pour le confinement des eaux incendie.
Observations : Il convient que l'exploitant justifie que ce bassin présente l'étanchéité requise ou effectue les travaux nécessaires pour le rendre étanche. L'exploitant propose un échancier de travaux si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 2 : groupe électrogène

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'inspection constate qu'un groupe électrogène est présent sur site. Les chemins de câbles sont en place, il n'est pas en fonctionnement. L'exploitant indique qu'il sera raccordé la semaine suivante. L'inspection fait remarquer à l'exploitant qu'un porter à connaissance aurait dû être transmis avant son installation (remarque déjà effectuée suite au changement de la chaudière lors de la dernière inspection d'octobre 2022 - article R.181-46 du code de l'environnement). A ce jour, l'exploitant n'a toujours pas transmis de porter à connaissance. La plaque signalétique du groupe électrogène indique une puissance de 300 kVA, soit 300 kW. La modification est a priori notable mais non substantielle (rubrique 2910). Néanmoins, son positionnement sur le site peut être à l'origine de plainte de voisinage (cf. observation ci-dessous). Une mise en demeure de produire un porter à connaissance est proposée au préfet, elle est groupée avec la proposition de mise en demeure suite à l'inspection d'octobre 2022.
Observations : Le groupe électrogène est positionné à environ 1m50/2m de la limite de propriété. La plaque signalétique indique 78 dB(A) à 1m, 67 dB(A) à 7m, 62 dB(A) à 15m. Il convient que cet équipement ne génère pas de nuisances sonores pour son voisinage au-delà des

limites autorisées.
Rappel de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27/12/2021 : "Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. [...] De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 67 dB (A) pour la période de jour et 57 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite".
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription.

N° 3 : lavage des isocontaineurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article Titre VIII
Thème(s) : Risques chroniques, installation de lavage.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : L'inspection constate qu'un isocontaineurs est positionné devant les pistes de lavage à l'extérieur du bâtiment. Des opérateurs passent de l'eau chaude au pistolet sur toutes les parois extérieures de l'isocontaineur. Le macadam est humide et l'eau se répand dans les bouches d'eau pluviales. L'isocontaineur est ensuite manipulé de manière transversale par un steacker pour être amené à l'arrière du site. L'exploitant indique que ce passage de vapeur permet de décoller les étiquettes présentent sur les parois extérieures.
Constats : Il convient que les parois extérieures soient lavées à l'intérieur de la zone de lavage au même moment que les eaux étant considérées comme des eaux process et non pas comme des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.